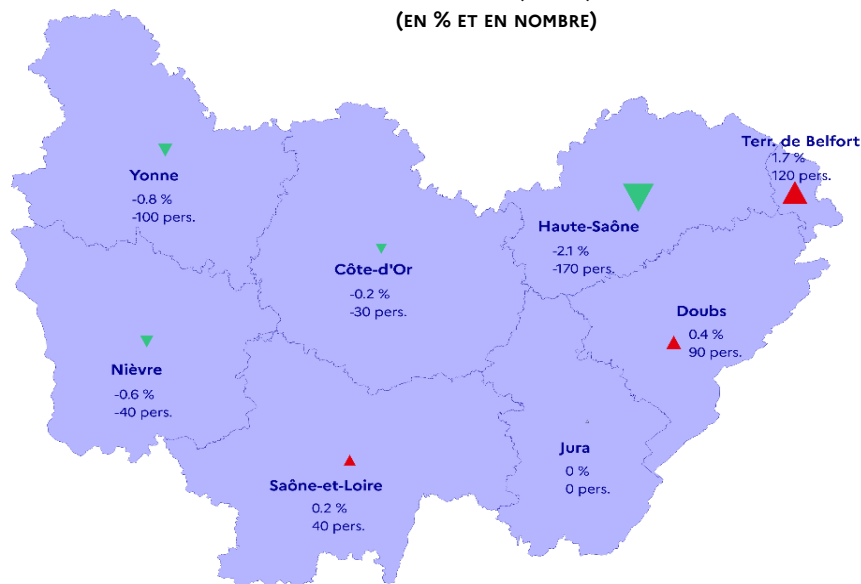


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 0,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2024

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **6 980** (+ 1,7 % sur un trim.)
Cat. B, C : **4 670** (+ 1,5 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **11 650** (+ 1,6 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

8,5 % au 1^{er} trimestre 2024
0,0 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2023
(France métropolitaine : 7,3 % ; 0,0 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

49 510 au 1^{er} trimestre 2024
- 0,7 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2023

● RECOURS À L'INTÉRIM

1 320 intérimaires au 1^{er} trimestre 2024
- 13,3 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2023

Au premier trimestre 2024

L'emploi salarié (privé et public) diminue dans le Territoire de Belfort, soit 330 emplois en moins par rapport au 4^e trimestre 2023. Hors intérim, la construction gagne quelques emplois. Plus gros employeur du département, les services non marchands conservent leurs effectifs. En revanche, l'emploi recule dans l'industrie et le commerce. Les services marchands sont pénalisés par d'importantes pertes enregistrées dans les activités de services rendus aux entreprises. Sur un an, l'emploi salarié diminue alors qu'il reste globalement stable au niveau régional. La demande en intérim se contracte à nouveau, excepté dans le commerce. Le dispositif d'activité partielle est davantage mobilisé qu'au cours du 4^e trimestre 2023. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (4 080) continue de diminuer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-4,3 %), une des baisses annuelles les plus favorables de la région.

Au deuxième trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle augmente comparativement au volume autorisé au cours du 1^{er} trimestre 2024, notamment dans l'industrie. Sur les douze derniers mois, le nombre d'ouvertures de procédures collectives tend à augmenter. Sur le marché du travail, la hausse de la demande d'emploi de catégorie A s'accélère : le nombre d'inscrits en catégorie A s'accroît de 1,7 % alors qu'il est quasi-stable au niveau régional. De même, le nombre d'inscrits à France Travail exerçant une activité réduite augmente rapidement (catégories BC). La dégradation de la situation du marché du travail touche les jeunes de moins de 25 ans (+3 %) et les inscrits de 25 à 49 ans (+2,5 %). Par ailleurs, la demande d'emploi des seniors reste stable sur le trimestre.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)

de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

2^{ème} Trimestre 2024

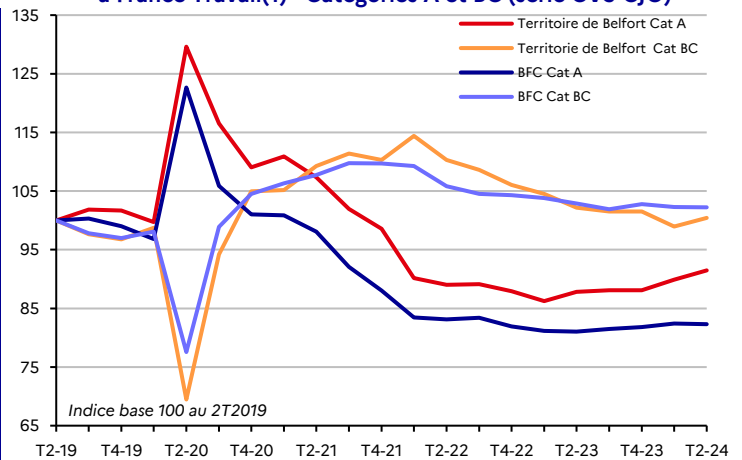
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	T2 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Territoire de Belfort :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	6 980	+1,7	+4,2
Catégories B, C	4 670	+1,5	-1,7
Catégories A, B, C	11 650	+1,6	+1,7
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	101 120	-0,1	+1,6
Catégories B, C	94 800	-0,1	-0,6
Catégories A, B, C	195 920	-0,1	+0,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	3 630	+0,8	+2,5	+0,1	+2,7
< 25 ans	550	0,0	0,0	-1,6	+2,4
25 - 49 ans	2 140	+2,4	+4,4	+0,4	+3,3
50 ans et plus	940	-2,1	-1,1	+0,1	+1,5
Femmes	3 360	+3,1	+6,3	-0,2	+0,4
< 25 ans	490	+6,5	+6,5	-0,3	+3,7
25 - 49 ans	1 970	+2,6	+7,7	-0,2	+0,7
50 ans et plus	900	+2,3	+3,4	-0,4	-1,7
Total	6 980	+1,7	+4,2	-0,1	+1,6
< 25 ans	1 040	+3,0	+3,0	-1,0	+3,0
25 - 49 ans	4 110	+2,5	+6,2	+0,1	+2,0
50 ans et plus	1 840	-0,5	+1,1	-0,1	0,0

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	5 920	+1,5	+1,7	+0,1	+1,7
< 25 ans	880	+1,1	+1,1	+0,1	+2,2
25 - 49 ans	3 580	+1,7	+1,7	0,0	+1,5
50 ans et plus	1 460	+0,7	+1,4	+0,4	+2,0
Femmes	5 730	+1,8	+2,0	-0,3	-0,7
< 25 ans	720	+1,4	-2,7	-0,3	+1,4
25 - 49 ans	3 390	+1,5	+3,4	-0,3	-1,0
50 ans et plus	1 620	+1,9	+1,2	-0,1	-0,8
Total	11 650	+1,6	+1,7	-0,1	+0,5
< 25 ans	1 600	+1,9	-0,6	-0,1	+1,9
25 - 49 ans	6 970	+1,6	+2,5	-0,2	+0,2
50 ans et plus	3 080	+1,3	+1,3	+0,1	+0,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2024	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	6 830	+3,2	+8,8	+0,2	+2,0
DELD :					
1 à 2 ans	2 060	-0,5	-4,6	-0,2	+4,5
2 à 3 ans	970	+3,2	-3,0	+0,7	-1,0
3 ans et plus	1 780	-2,7	-11,4	-1,5	-7,7
Total DELD	4 820	-0,6	-6,8	-0,5	-1,3
Part des DELD	41,4%	-0,9 pt	-3,8 pt	-0,2 pt	-0,8 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1 2024	Moyenne annuelle	
		2024	2023
Assurance chômage	5 010	5 010	4 710
Solidarité - Etat	590	590	590
Autres	110	110	110
Total DE indemnisés	5 710	5 710	5 410
Formation	360	360	380
Part des DE indemnisés* :			
Territoire de Belfort :	45,9%		
BFC	48,5%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2024	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	128	0	-0,3	0	0,0
Fin de mission d'intérim	92	-20	-17,8	-15	-1,1
Démission	45	+5	+13,6	+54	+5,7
Rupture conventionnelle	60	+2	+2,9	+21	+1,8
Licenc. économique	27	+5	+22,7	+114	+44,5
Autre licenciement	72	+3	+3,9	+47	+4,2
Première entrée ⁽¹⁾	43	-8	-15,0	-57	-8,6
Retour d'inactivité ⁽²⁾	244	+8	+3,4	-105	-2,7
Réinscription rapide ⁽³⁾	234	+16	+7,3	+285	+9,2
Autre motif ⁽⁴⁾	104	+34	+49,3	+90	+7,8
Motif indéterminé	101	+1	+0,7	+58	+4,1
Total	1 150	+46	+4,1	+493	+2,8

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2024	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	143	-16	-10,1	-57	-2,2
Entrée en stage ou formation	101	-7	-6,2	+25	+1,4
Arrêt de recherche**	102	+2	+2,3	-132	-7,0
dont maladie	66	+6	+10,6	-13	-1,1
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	549	-42	-7,2	-141	-1,5
Radiation administrative	136	+8	+6,0	-95	-4,7
Autre cas ⁽²⁾	100	0	0,0	+100	+7,2
Total	1 131	-55	-4,6	-300	-1,6

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

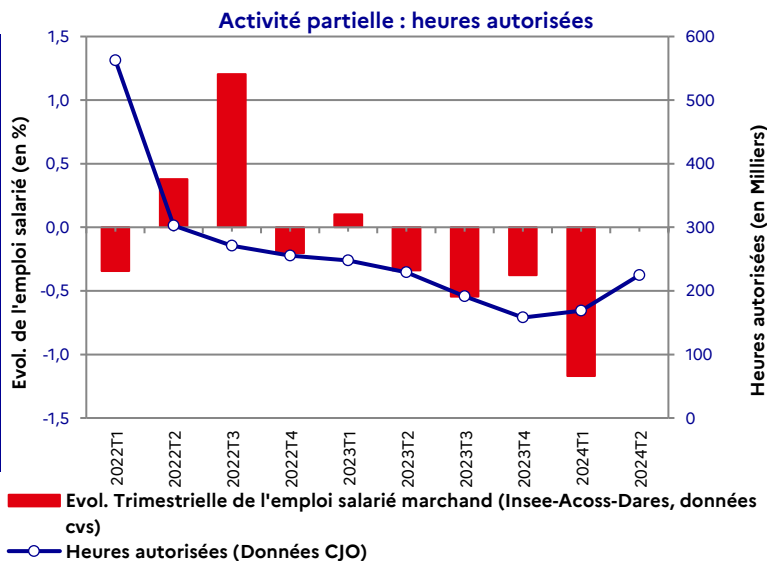
Activité partielle

		Territoire de Belfort	
		T1 2024	T2 2024
Données CJO*			
Heures autorisées			
Nombre de demandes en cours		49	45
Volume d'heures autorisées		168 914	224 395
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	111 243	188 625
	Construction	11 777	5 419
	Commerce	0	0
	Services	45 894	30 351
Etablissements autorisés		42	38
dont :	étabs de 50 sal. et plus	19	19
Nombre de salariés concernés**		2 664	2 584
Total heures autorisées 12 mois glissés		747 358	742 740

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



		Territoire de Belfort	
		T4 2023	T1 2024
Heures consommées			
Nombre d'heures consommées*		20 742	27 901
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	11 217	20 527
	Construction	210	885
	Commerce	100	0
	Services	9 215	6 490
Etabs ayant consommé des heures		15	19
dont :	étabs de 50 sal. et plus	6	8
Nombre de salariés concernés**		203	325
Total heures consommées 12 mois glissés		140 934	107 438

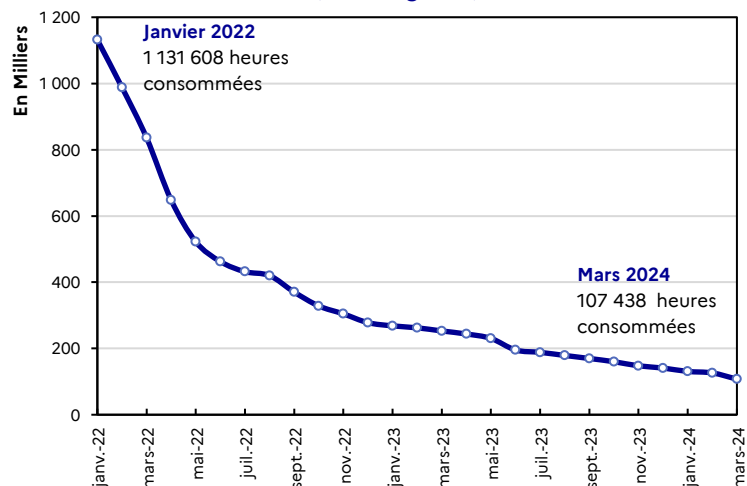
Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

		Territoire de Belfort	
		T2 2024	Evol./T2 2023 (en %)
Données brutes			
Créations d'entreprises			
Nombre de créations d'entreprises		366	+7,3
dont :	Entreprises individuelles	31	-20,5
	Micro-entrepreneurs	265	+13,7
	Sociétés	70	+1,4
Cumul sur 12 mois glissés		1 562	+6,2
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs			
		101	-6,5
Cumul sur 12 mois glissés		451	-7,6

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif renouvelé. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

		Territoire de Belfort	
		T2 2024	Evol./T2 2023 (en %)
Ouvertures de procédures			
Nombre d'ouvertures de procédures		30	+20,0
dont :	Sauvegardes	s	s
	Redressements judiciaires	5	-44,4
	Liquidations judiciaires directes	24	+60,0
Nombre d'emplois menacés		36	-16,3
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	s	s
	Construction	16	-44,8
	Commerce	8	n.s.
	Services	8	-11,1
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		126	+48,2

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Territoire de Belfort 1 ^{er} trimestre 2024 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	90	0	-4,8	0	-1,0	90	0	-4,8	0	-1,4
Industrie	7 430	-40	-0,6	+10	+0,1	8 070	-130	-1,6	-190	-2,3
Industrie agro-alimentaire	520	0	+0,3	-10	-2,0	530	0	-0,5	-30	-5,0
Industries extractives, énergie, eau, déchets	280	0	+0,2	0	+1,2	290	0	-0,7	0	-0,8
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 490	0	+0,2	-30	-1,2	2 600	0	+0,1	-110	-3,9
Matériels de transport	1 100	-30	-2,9	-20	-2,2	1 270	-50	-3,5	-10	-0,7
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	3 040	-20	-0,5	+70	+2,3	3 380	-80	-2,4	-40	-1,3
Construction	2 160	+10	+0,3	-20	-1,1	2 290	+10	+0,4	-50	-2,2
Commerce ; réparation auto.	5 510	-40	-0,6	-140	-2,6	5 620	-30	-0,6	-150	-2,5
Services marchands	12 220	-160	-1,3	-220	-1,8	12 620	-170	-1,3	-320	-2,5
Transports et entreposage	1 830	-40	-2,3	+80	+4,7	1 950	-80	-3,8	+30	+1,8
Hébergement et restauration	1 540	+20	+1,0	-10	-1,0	1 550	+10	+0,9	-20	-1,3
Information et communication	830	0	-0,3	0	+0,5	830	0	-0,4	0	+0,4
Services financiers	760	0	-0,3	-40	-5,3	770	0	-0,2	-40	-5,3
Services immobiliers	440	-20	-4,7	-30	-5,9	460	-20	-5,1	-30	-5,8
Services aux entreprises	5 220	-90	-1,7	-210	-3,8	5 440	-80	-1,4	-260	-4,6
Services aux ménages	1 610	-20	-1,0	-20	-1,3	1 630	0	-0,0	0	-0,1
Services non marchands	20 810	0	+0,0	+340	+1,7	20 820	0	-0,0	+340	+1,7
Ensemble	48 220	-240	-0,5	-40	-0,1	49 510	-330	-0,7	-360	-0,7

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

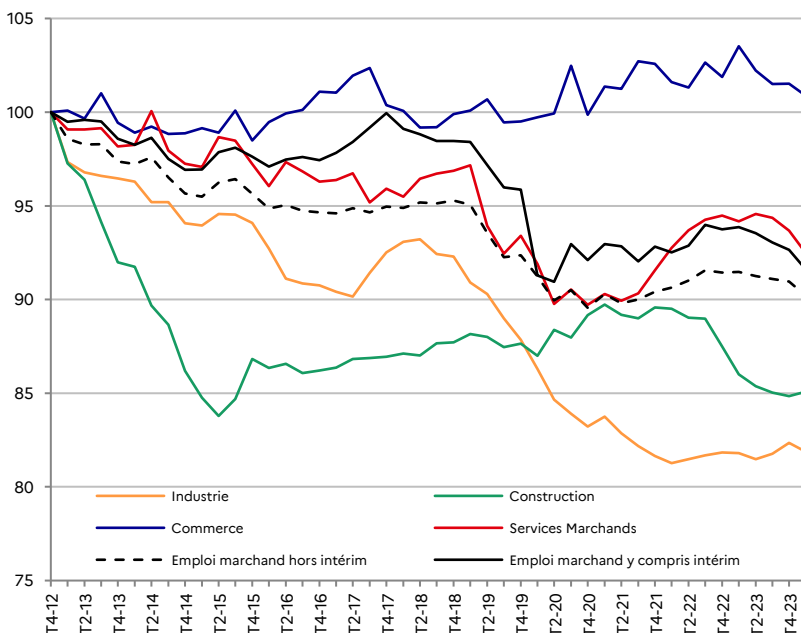
Traitement : Drets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

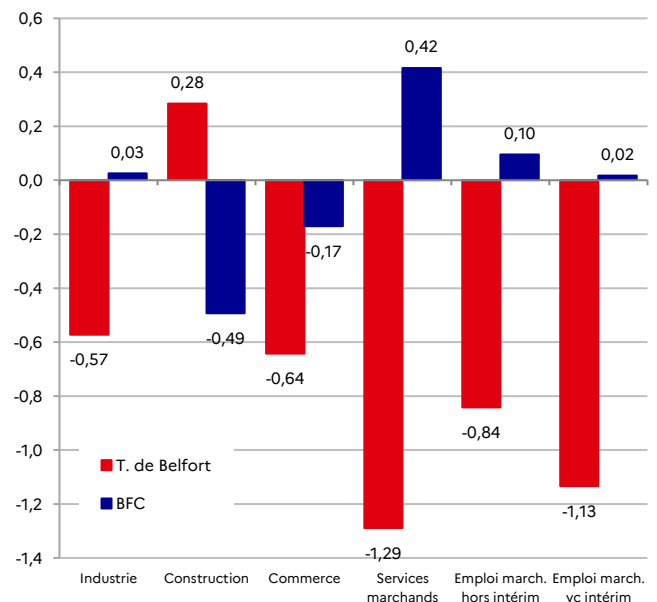
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. 2023 et le 1^{er} trim. 2024, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort 1 ^{er} trimestre 2024 <i>(Données CVS)</i>	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	0,0	0,0	s	s	s	1,2	-24,7
Industrie	720	-10,3	-23,8	8,8	-2,5	710	-11,3	-22,8	3,8	+0,9
Construction	120	-16,9	-33,4	5,4	-2,4	130	-7,1	-23,5	3,3	+0,2
Commerce	90	+29,5	+7,1	1,6	+0,1	90	-10,0	+12,5	1,5	+0,2
Services	390	-22,6	-20,1	3,1	-0,7	410	-8,9	-19,6	1,6	-0,4
Ensemble	1 320	-13,3	-22,3	4,6	-1,2	1 330	-11,3	-20,8	2,7	+0,2

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

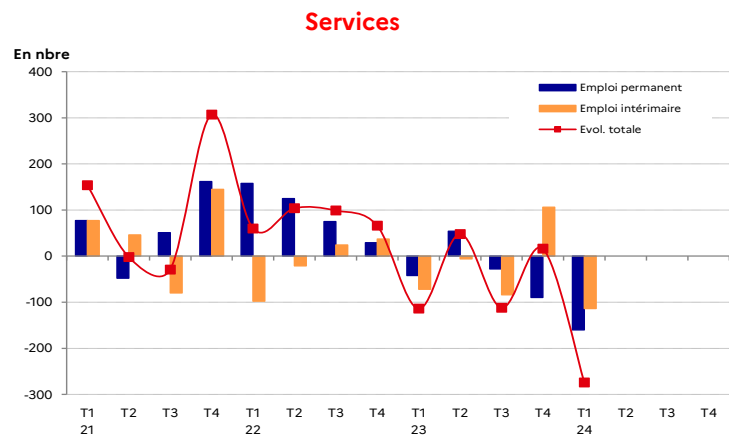
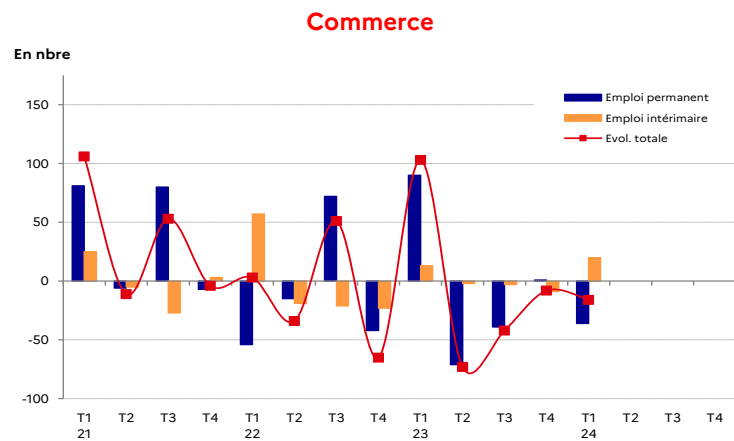
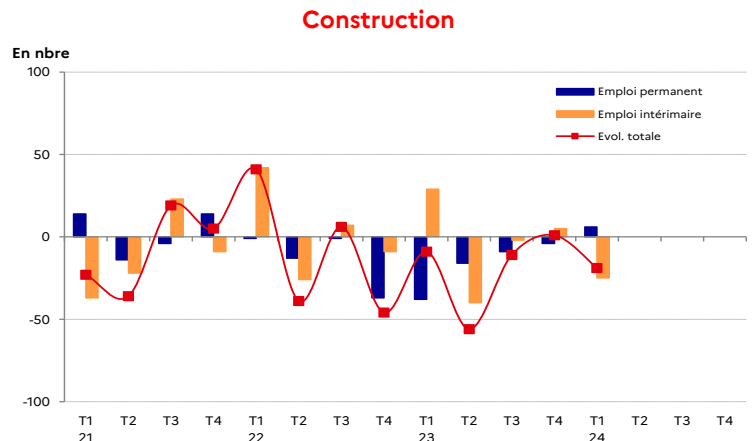
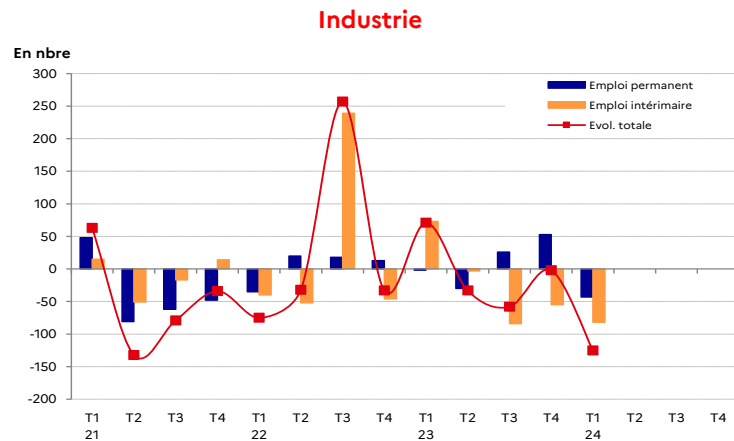
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge

- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Territoire de Belfort		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1er trimestre 20234						
Embauches		265	186	769	5 871	7 091
Répartition en %		3,7	2,6	10,8	82,8	100,0
dont en % :						
	CDD	33,2	55,4	62,8	86,4	81,0
	< 25 ans	22,3	29,0	39,4	21,2	23,4
	25 - 49 ans	57,7	55,9	42,0	51,1	50,5
	50 - 54 ans	8,3	5,4	6,6	10,3	9,7
	55 ans ou plus	10,6	4,8	9,9	16,4	15,1
	Femmes	31,7	6,5	57,5	65,1	61,5
Sorties		282	173	766	5 775	6 996
Répartition en %		4,0	2,4	10,8	81,4	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	22,7	30,1	53,8	83,3	76,3
	dont CDD < 1 mois	42,2	36,5	65,0	89,8	86,8
	Demissions	25,2	20,8	17,9	7,1	9,3
	Licenciements économiques	2,1	2,9	1,2	0,2	0,5
	Licenc. non économiques	12,8	14,5	8,0	2,6	3,9
	Retraite	8,5	4,0	2,2	0,9	1,4
	Ruptures Conventionnelles	7,4	12,1	5,7	1,2	2,2
	< 25 ans	17,0	18,5	40,2	21,0	22,9
	25 - 49 ans	44,7	60,1	40,5	50,0	49,0
	50 - 54 ans	7,8	8,1	6,7	10,4	9,8
	55 ans ou plus	29,4	9,8	11,2	17,7	17,3
	Femmes	33,0	6,9	60,2	65,3	62,0

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

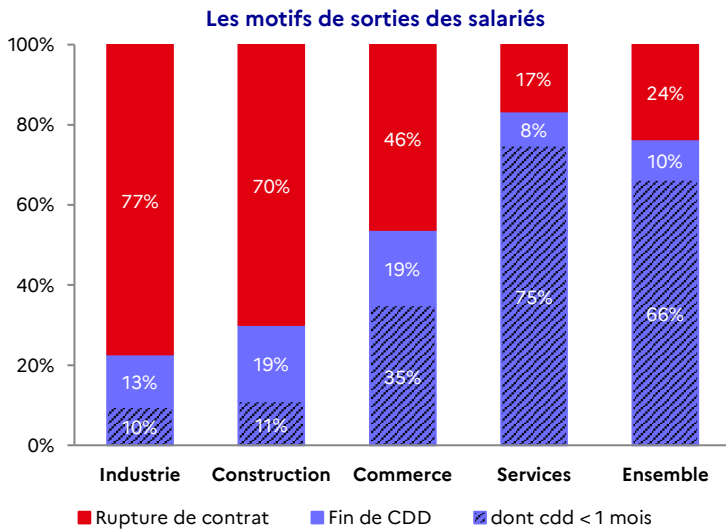
L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

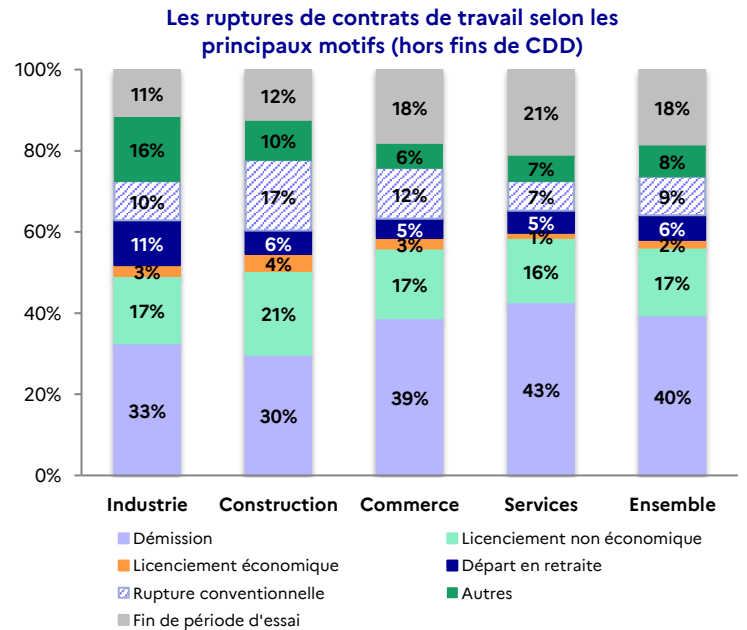
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 1er trimestre 20234 parmi les embauches dans l'industrie 33,2 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,1 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,5 % tous secteurs confondus.



Lecture : dans le commerce, 35 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.



Lecture : dans l'industrie, 33 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Territoire de Belfort		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1er trimestre 20234							
Actifs en emploi (en %)		10,5	58,7	14,4	16,4	50,7	30,1
Embauches		1 659	3 582	687	1 073	4 358	1 045
dont en % :							
	CDD	79,2	78,3	86,2	90,4	85,0	84,8
Sorties		1 599	3 427	686	1 209	4 337	1 040
dont en % :							
	Fins de CDD	75,5	75,3	82,8	77,0	81,2	80,9
	dont CDD < 1 mois	82,8	86,3	90,8	91,7	87,7	85,3
	Demissions	10,9	11,3	6,6	2,9	7,8	8,3
	Licenciements économiques	0,1	0,5	1,0	0,6	0,3	0,1
	Licenc. non économiques	6,1	3,4	3,1	3,0	3,2	4,9
	Retraite	0,0	0,0	0,1	8,2	1,2	0,0
	Ruptures Conventionnelles	1,2	3,0	2,2	1,3	1,8	1,2

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 90,4 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2021, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

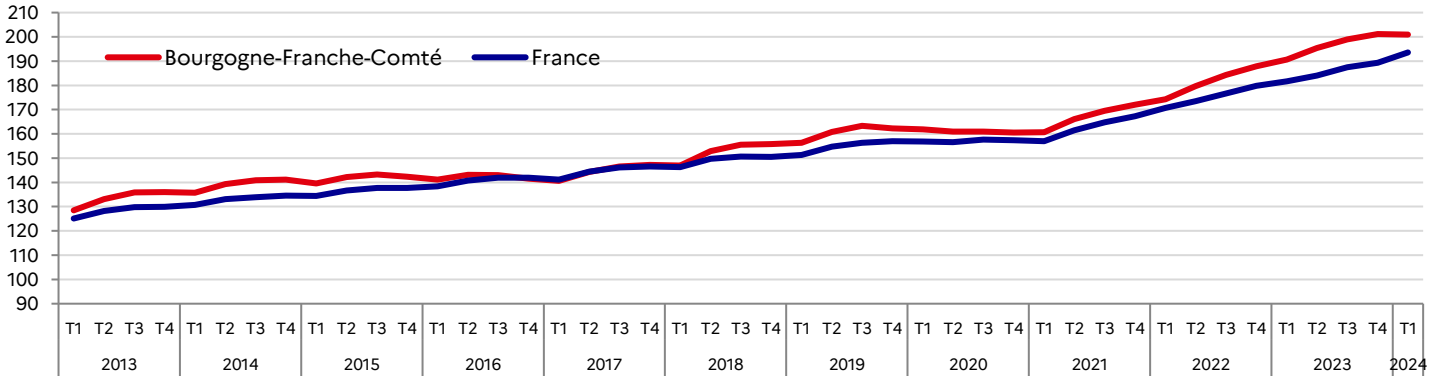
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2024	Actifs occupés RP 2021	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	250 359	222 820	22,3	+0,2	+1 760	+0,8	235	0,5	0,0	+38	+19,3
Doubs	254 900	202 930	20,3	+0,0	+2 830	+1,4	33 509	70,8	-0,3	+1 551	+4,9
Jura	116 590	88 020	8,8	+0,1	+320	+0,4	7 821	16,5	-0,2	+387	+5,2
Nièvre	80 648	64 530	6,5	+0,1	+90	+0,1	25	0,1	+19,0	+10	+66,7
Haute-Saône	104 664	69 450	7,0	+0,0	-550	-0,8	777	1,6	+2,0	+105	+15,6
Saône-et-Loire	238 264	191 910	19,2	+0,3	-530	-0,3	236	0,5	-0,4	+20	+9,3
Yonne	145 199	109 690	11,0	-0,0	-490	-0,4	32	0,1	+3,2	+7	+28,0
Territoire de Belfort	64 290	49 510	5,0	-0,7	-360	-0,7	4 718	10,0	+0,3	+295	+6,7
BFC	1 254 913	998 860	100,0	+0,1	+3 070	+0,3	47 353	100,0	-0,1	+2 413	+5,4

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

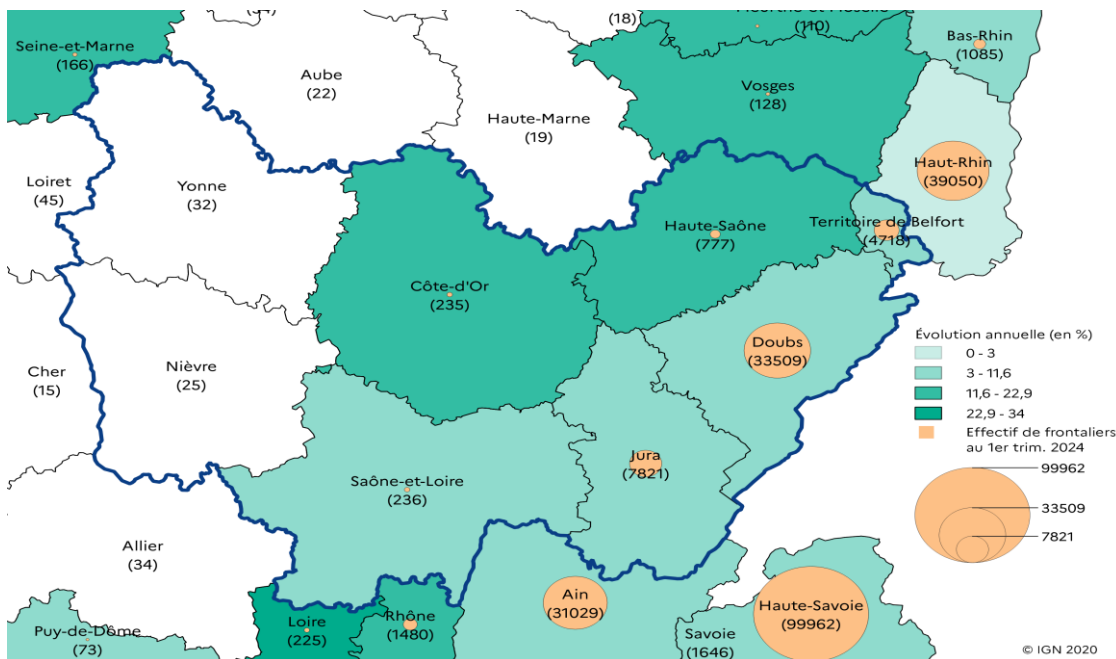
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +4,9% dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 509 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T2	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	2024	cumul 23	cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	43	68	-31,3	-44,9
jeunes	15	18	-40,0	-49,1
seniors	13	18	-48,6	-37,7
bénéficiaires RSA	17	36	+44,0	-27,1
DELD	24	32	-28,9	-43,9
TH	7	10	-41,2	-36,1
résidents QPV	9	13	-27,8	-21,8
résidents ZRR	s	s	nd	-53,2
éducation nationale	s	s	0,0	-64,7
CIE Jeunes	s	7	-86,8	-71,7
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	189	388	-8,7	-4,7
dt résidents QPV	65	122	+15,1	+11,2
CEJ*	134	314	+37,7	+9,1
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	16	32	+166,7	+83,2
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T2024)				
- secteur public	s	s	0,0	+83,3
- secteur privé	70	70	+32,1	+6,0

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 26

s : secret statistique

ns : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4	Cumul	Var.(%)/ cumul 2022
	2023	2023	
Côte d'Or	363	1 502	-2,7
Doubs	406	1 718	-5,8
Jura	237	1 038	-18,5
Nièvre	136	789	-0,3
Haute-Saône	156	643	-14,2
Saône-et-Loire	420	1 682	-7,7
Yonne	327	1 562	-1,8
Territoire de Belfort	94	453	-16,7
BFC	2 139	9 387	-7,4

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de

Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Territoire de Belfort		BFC
	T2	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	trim. année précédente	trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	104	-17,7	-12,8
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	701	-34,1	-15,4
CEJ*	247	+49,3	+13,6
IAE (au 4T 2023)	423	-9,0	-4,8

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-dépenses-en-faveur-de-l'emploi-et-du-marché-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2024 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2023)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 577	-2,1	37 590	-3,3	8 907	+3,6	1 390	-8,8
Doubs	12 290	-0,7	32 910	-3,5	10 373	+1,0	1 457	-14,3
Jura	3 377	-4,5	15 263	-5,0	5 500	+3,6	580	-6,5
Nièvre	5 680	-0,1	13 607	-3,4	6 410	+1,5	687	-11,2
Haute-Saône	3 900	-1,9	14 783	-5,3	5 697	+3,3	867	-8,1
Saône-et-Loire	9 567	-6,1	35 977	-4,1	12 423	+3,6	1 703	-13,8
Yonne	8 737	-0,2	22 583	-4,9	7 730	+0,9	1 080	-9,5
Territoire de Belfort	4 087	-4,3	9 433	-4,6	2 590	+6,9	600	-7,7
BFC	57 213	-2,3	182 147	-4,1	59 630	+2,7	8 363	-10,8

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

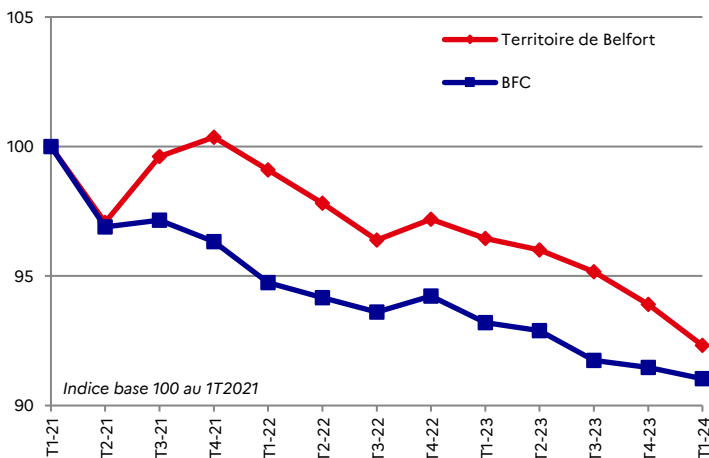
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

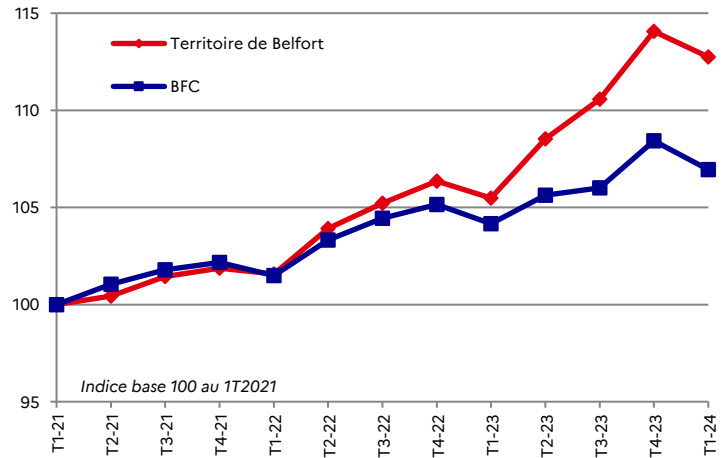
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

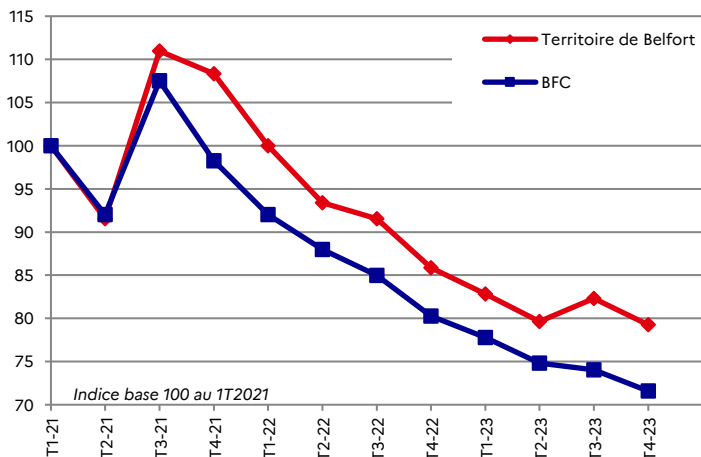
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

